

ABDELMALEK SELLAL TRÈS MÉCONTENT DU SECTEUR AGRICOLE :**«Cela ne peut plus continuer comme ça !»**

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a clairement signifié son mécontentement vis-à-vis du secteur de l'agriculture : «Notre politique se base sur l'industrie et l'agriculture. Mais nous constatons que si l'industrie bouge, l'agriculture traîne un peu ! Il ne faut plus se contenter de cette politique terre-à-terre !»

Sellal s'exprimait ainsi à El Hadjar, première étape de sa visite dans la wilaya de Annaba, hier mercredi.

De notre envoyé spécial à Annaba, Kamel Amarni

Visiblement très déçu par les maigres performances que lui annonçait un propriétaire d'une exploitation agricole où il s'était rendu, Sellal lancera alors ce message, certainement destiné à son ministre de l'Agriculture, qui l'y accompagnait.

A la veille d'un remaniement du gouvernement, ce n'est vraiment pas de bon augure pour le concerné. Et la charge sera encore plus forte. «Vous me parlez de 19 000 têtes de vaches laitières ? Vous me parlez d'un rendement de 6 litres/jour pour une vache ? Vous devez demander pardon au peuple algérien ! C'est anti-économique ! Nous avons, à Blida, un investisseur qui va importer 20 000

têtes des Etats-Unis. Il faut vous secouer un peu ! C'est une honte qu'une wilaya comme Annaba affiche de telles performances. C'est une wilaya agricole par excellence. C'est une wilaya où la pluviométrie est très importante. Il faut exploiter toutes les surfaces agricoles et celui qui n'est pas en mesure de le faire, il faut aller vers le partenariat».

Pour le Premier ministre, tout doit changer en la matière. «Il faut que toutes les potentialités soient exploitées ? Ce n'est pas possible de continuer comme cela. Ce matin, j'ai visité la nouvelle aérogare.

Ils n'ont même pas prévu d'infrastructures nécessaires pour l'exportation. Nous n'avons appris qu'à importer et jamais à exporter. Tout cela doit changer.» Sellal

insistera beaucoup sur l'urgence d'orienter l'essentiel de l'activité économique nationale vers la perspective d'exporter autre chose que les hydrocarbures.

Sellal précisera, dans une déclaration à l'APS «en marge de la visite», que son gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour affronter la crise de la chute des prix des hydrocarbures, en vue de diversifier l'économie nationale, appelant, au passage, «à un consensus national économique». Toutes les potentialités doivent être mobilisées en ces temps de crise. Notamment, le secteur stratégique de la sidérurgie.

A El Hadjar, Sellal a eu à constater le désastre occasionné par le groupe indien qui avait acheté le complexe sidérurgique avant sa reprise, dans sa totalité, par l'Etat algérien en novembre 2015. Pas moins de 900 millions d'euros ont été consacrés par l'Etat algérien à cette opération qui «sera formalisée par le CPE après la reprise, dans les faits, du complexe», nous expliquera le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesselam Bouchouareb.



Sellal assure que toutes les mesures ont été prises pour affronter la crise.

Aussi, convient-il de préciser, le complexe était laissé par le groupe indien dans un état de délabrement tel, que les travaux de réfection, surtout du haut-fourneau sont toujours en cours. Ils ne seront achevés qu'en mai prochain. «Nous avons mis pas moins de 900 millions de dollars pour ce complexe. Il ne vous reste que le travail car nous comptons beaucoup sur cette filière», commentera Sellal au cours d'une rencontre avec les syndicalistes.

Sur un autre plan, et s'agissant du dossier des logements AADL, Sellal s'engagera officiellement à «achever tout le programme jusqu'au dernier logement. Les souscripteurs de 2001 et 2002 auront tous leurs logements d'ici le mois de Ramadhan prochain. Nous nous engageons aussi, au nom de Monsieur le Président de la République, à ce que, malgré les difficultés économiques, l'Etat n'abandonnera jamais son programme social».

K. A.

MENASRA CÉLÈBRE LE 8 MARS À BOUMERDÈS :**«La pauvreté et la fraude électorale sont les véritables violences faites aux femmes»**

Abdelmadjid Menasra le chef du Front du changement (FC), a effectué lundi après-midi, un déplacement jusqu'à l'hôtel Soummam de la ville de Boumerdès pour célébrer avec les militantes de son parti la Journée mondiale de la femme.

Devant des militantes de son parti qui le pressaient à entamer les festivités, nous l'avons retenu quelques minutes pour justement nous parler du 8 Mars et de l'actualité en rapport avec cette date. Très rapidement, nous abordons avec le responsable politique, le problème qui fait débat, ces dernières semaines, au sein de la société politique du pays ; à savoir la violence contre les femmes.

Réagissant à l'adoption récente de la loi qui protège les femmes contre la violence, laquelle a été longtemps bloquée au niveau du Parlement sous la pression des conservateurs et des islamistes, Menasra pense que la violence faite aux femmes ne vient pas nécessairement de l'homme en général ou d'un proche masculin de la femme en particulier. Cette violence a, selon lui, essentiellement pour origine la pauvreté. «La situation générale de la femme algérienne n'est pas la violence dans le foyer. Nous dénonçons bien entendu toute violence contre la femme sous toutes ses formes. Il reste cependant que la pauvreté est la pire violence. Cette forme de violence handicape lourdement les femmes et leurs foyers car elles cherchent toujours à élever dignement leurs enfants. Maintenant, on observe que les prix sont très élevés, cette situation touche des millions de foyers contrairement aux actes de violence physique contre les femmes qui restent marginaux.»

La seconde source de violence à l'encontre de la femme est à chercher, estime Menasra, dans la politique. Il dira à ce propos. «La femme est une électrice et peut être candidate. Si par le biais de sa candidature ou de sa voix, elle veut changer un gouvernement, une commune ou un Parlement

en exerçant, comme l'homme, son droit de vote et que sa voix est détournée par la fraude, n'est-ce pas une violence manifeste ?» Et d'ajouter : «Si nous voulons que la femme joue réellement son rôle dans la société, on doit l'associer, en tenant compte de ses droits et de ses obligations, à la gestion du foyer, de la société et de l'Etat.»

Pour lui, la présence de 100 femmes au Parlement n'est que l'arbre qui cache la forêt et ce n'est, en fait, qu'une action pour dire aux étrangers que l'Algérie consent aux

revendications des femmes. «Est-ce que la présence de ces femmes au Parlement va résoudre les problèmes des femmes algériennes ?» Il dénonce à l'occasion le spot publicitaire de l'entreprise des Aurès de production des jus qui menace la femme de divorce si elle ne servait pas ce jus au mari.

N'est-il pas gêné de célébrer le 8 Mars qui est un fait politique né en Occident ? «L'histoire de cet anniversaire a ses circonstances de naissance et sa culture. Il est devenu mondial et nous sommes une

partie de ce monde. Nous ne pouvons pas aller à contresens de ce monde. Mais chacun fête cet anniversaire à sa façon. Nous, nous invitons des femmes dans des rassemblements calmes pour se pencher sur leur situation, il y a par contre d'autres qui invitent les femmes dans des salles pour des galas. Chacun choisit sa façon de célébrer cette journée. Nous avons choisi la façon de l'algérienité et de l'Islam», conclura-t-il.

Abachi L.

BELAYAT NE LÂCHE PAS PRISE ET DÉFIE SAÂDANI :**«Rendez publique la liste des membres du comité central !»**

Les contestataires du secrétaire général du FLN refusent toujours de céder au fait accompli, ne désespérant pas encore à renverser la vapeur, «sûrs» qu'ils sont de leur position de venir à bout de «l'illégalité» qui frappe, selon eux, «les instances» du vieux front du pouvoir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le rouleau compresseur imposé par le secrétaire général du FLN dont les sorties et les «prédications» rythment l'actualité nationale, a réduit à néant ou presque le mouvement de redressement qui n'a de cesse de contester sa légitimité à la tête du parti et celle des instances issues du dernier congrès de la «honte», comme il le qualifie. A telle enseigne que d'aucuns considèrent que la mouvance anti-Saâdani relève du passé et que celle-ci a fini par céder la partie.

Mais pour le chef de file de ces redresseurs, il n'est pas question de céder à ce qu'il considère être un «fait accom-

pli», ou une simple «apparence». «Il ne s'agit pas pour nous de tomber dans l'agitation, nous avons toujours agi dans la légalité. Nous attendons la décision de la justice qui prendra le temps qu'elle voudra», affirmait, hier Abderrahmane Belayat, ajoutant «ne pas être seul» et revendiquant une bonne centaine de membres de l'actuel comité central et pas moins de 87 députés en sus de noyaux dans les moudjahidhas et les kasmass du parti à travers le territoire national.

«Que chacun assume ses responsabilités», ajoute-t-il, à l'adresse de ceux qui ont «introduit Ammar Saâdani à la tête du FLN pour le «salir et le mettre à terre», considérant que tout le



Abderrahmane Belayat, chef de file des redresseurs.

monde est au courant de l'illégalité qui frappe les instances du parti avant même le déroulement du dernier congrès de la «honte». Et de défier «l'indu secrétaire général» de «rendre publique la liste des membres du comité central «triturerée mille fois trois mois après». Et le comble, c'était l'instauration d'un bureau de recours, chose

qui «n'a jamais existé» au FLN et dans aucun autre parti. Selon Belayat, près de 30% de cette composante ne remplissent même pas les conditions de délégués, certains parmi ces indus délégués émargent encore dans d'autres partis. A l'image, illustre-t-il, de cet «élu local et membre du comité central de Khenchela élu sénateur au nom du FLN alors qu'il est toujours membre d'un autre parti».

Jurant que Saâdani «ne sera jamais légitime», le redresseur en chef du FLN estime que les choses évoluent dans le parti. Et de relever, dans ce sens, que quand l'indu secrétaire général est absent de la scène ou commet une bévue, comme ce fut le cas concernant la question sahraouie, il n'y a personne pour parler au nom du front et lui apporter la contradiction. C'est la négation du FLN».

M. K.